

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE



Bureau du Président-Fondateur
du Mouvement Populaire de la Révolution,
Président de la République

PREMIERE PARTIE

**Bulletin des lois et actes
du Président-Fondateur du M. P. R.,
Président de la République,**

**du Congrès,
du Comité Central,
du Bureau Politique,
du Conseil Législatif,
du Conseil Exécutif et
du Conseil Judiciaire**

Vu le dossier administratif de l'intéressé;

Vu la nécessité et l'urgence.

A R R E T E :

Article 1er : Est nommé Directeur du Projet Laboratoire Vétérinaire de Kinshasa, le Citoyen Dr Tshidingi Mudiandambu, matricule 179.977.

Article 2 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent Arrêté sont abrogées.

Article 3 : Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture ainsi que le Secrétaire Général à l'Agriculture sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent Arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 3 juin 1987

Dr Kayinga Onsi N'dal.

**DEPARTEMENT
DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté départemental n. 87/009/DDR du 3 mars 1987 portant nomination d'un Coordonnateur de la cellule d'étude, d'évaluation et de planification

Le Commissaire d'Etat au Développement Rural;

Vu la Constitution, spécialement ses articles 97 et 98;

Vu l'Ordonnance n. 87-019 du 22 janvier 1987 portant nomination des Membres du Conseil Exécutif;

Vu tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté départemental n. 87/003 du 21 janvier 1987 portant création d'une Cellule d'Etude et de Planification;

A R R E T E :

Article 1er : Est nommé Coordonnateur de la Cellule d'Etude, d'Evaluation et de Planification : le Citoyen Kembola Kejuni, Ingénieur Agronome

des Régions Tropicales (Université Lovanium).

Article 2 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.

Article 3 : Le présent Arrêté sort ses effets à la date du 1er février 1987.

Fait à Kinshasa, le 3 mars 1987

D'zbo Kalogi.

Arrêté départemental n. 010/BCE/DDR/87 du 7 mai 1987 portant règlement interne du Service National des Routes de Desserte Agricole « S.N.R.D.A. »

Le Commissaire d'Etat au Développement Rural;

Vu la Constitution, spécialement les articles 97 et 98, alinéa premier;

Vu l'Ordonnance n. 87-019 du 22 janvier 1987 portant nomination des Membres du Conseil Exécutif;

Vu l'Arrêté départemental n. 87/002 du 21 janvier 1987 portant création du Service National des Routes de Desserte Agricole, en abrégé S.N.R.D.A.;

Vu le document portant description des tâches et profil du personnel du Service National des Routes de Desserte Agricole «S.N.R.D.A.», tel qu'approuvé par le Conseil Exécutif;

Attendu qu'il y a nécessité de déterminer le cadre organique et de fonctionnement du Service National des Routes de Desserte Agricole;

A R R E T E :

Chapitre 1er :

Organisation et fonctionnement

Article 1er :

- 1) Le Service National des Routes de Desserte Agricole en abrégé « S.N.R.D.A. » est dirigé par un Directeur National nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le Commissaire d'Etat.

- 2) Le Directeur National assure la coordination de toutes les activités du Service, conformément au présent Arrêté et aux instructions du Commissaire d'Etat.
- 3) Le Directeur National est responsable, devant le Commissaire d'Etat, de la gestion et du fonctionnement du Service.

Article 2 :

- 1) Le Directeur National est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un Directeur Technique nommé et, le cas échéant, relevé par le Commissaire d'Etat.
- 2) Le Directeur Technique s'occupe spécialement de la supervision des activités ayant trait aux études, à l'évaluation et à la coordination des services régionaux.
- 3) Il remplace le Directeur National en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 3 :

- 1) Le Service National des Routes de Desserte Agricole comprend, au niveau National, quatre divisions :
 - une division des Etudes et de l'Evaluation;
 - une division des Coordinations Régionales;
 - une division des Finances et Budget;
 - une division des Ressources Humaines et de la Logistique.
- 2) Chaque division comprend deux ou plusieurs sections.

Article 4 :

- 1) La division des Etudes et de l'Evaluation a pour attributions :
 - La réalisation des études sur les matériaux locaux de mise en oeuvre;
 - l'analyse des programmes régionaux arrêtés par les Commissions Régionales;
 - l'analyse et/ou l'élaboration des programmes physiques;
 - la rédaction des cahiers des prescriptions techniques;

— la supervision du contrôle et l'évaluation des travaux.

- 2) La Division des Etudes et de l'Evaluation comprend les trois sections suivantes: section des études géotechniques, la section des ponts et chaussées et enfin la section de contrôle et de l'évaluation.

Article 5 :

- 1) La Division des Coordinations Régionales a pour attributions :
 - la supervision des Secrétariats Techniques institués au sein des Commissions Régionales des Routes;
 - la coordination entre les Coordinations Régionales et la Direction Nationale;
 - la réception des offres des travaux dépouillées au niveau régional, et la proposition des attributaires à retenir;
 - le suivi de la supervision du contrôle des travaux régionaux;
 - la programmation et le planning des travaux;
 - l'élaboration des procédures et des documents de passation des marchés;
 - la rédaction des contrats des marchés.
- 2) La Division des Coordinations Régionales comprend la Section des Marchés et celle des Programmes Régionaux.

Article 6 :

- 1) La Division des Finances et Budget a pour tâches :
 - la collecte des ressources financières du Service;
 - la tenue de la comptabilité;
 - la rédaction du bilan annuel du Service;
 - l'élaboration du budget et des prévisions;
 - le recouvrement auprès des débiteurs.
- 2) La Division des Finances et Budget comprend deux Sections : Section des Finances et celle du Budget et Contrôle.

Article 7 :

- 1) La Division des Ressources Humaines et de la Logistique a pour tâches :
 - la gestion du personnel;
 - l'intendance;
 - et les relations publiques & protocole.
- 2) La Division des Ressources Humaines et de la Logistique comprend trois Sections :
 - la Section du personnel;
 - la Section Intendance et logistique;
 - la Section relations publiques et protocole.

Article 8 :

- 1) Les Divisions sont dirigées par des Chefs de Division nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le Commissaire d'Etat.
- 2) Les Sections sont dirigées par des Chefs de Section nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le Commissaire d'Etat.

Article 9 :

- 1) Le Directeur National, le Directeur Technique ainsi que les Chefs de Division forment un Comité de Direction.
- 2) Le Comité de Direction se réunit une fois par semaine sous la présidence du Directeur National. Le Comité délibère sur toutes les questions intéressant la gestion et le fonctionnement du Service.
- 3) Chaque réunion du Comité de Direction est sanctionnée par un procès-verbal. Celui-ci est communiqué au Commissaire d'Etat.

Article 10 : Le Directeur National et le Comité de Direction statuent par voie de décision.

Article 11 :

- 1) Au niveau régional, le Service National des Routes de Desserte Agricole comprend une coordination régionale dirigée par un coordonnateur régional, assistée d'un coordonnateur régional adjoint.
- 2) Les coordonnateurs régionaux et

les coordonnateurs régionaux adjoints sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le Commissaire d'Etat.

Article 12 : Les agents du Service National des Routes de Desserte Agricole; autres que le Directeur National, le Directeur Technique, les Chefs de Division, les Chefs de Section, les Coordonnateurs Régionaux et leurs adjoints, sont nommés par le Directeur National, après avis conforme du Comité de Direction et approbation du Commissaire d'Etat.

Article 13 : Le Service National des Routes de Desserte Agricole adresse mensuellement un rapport d'activités au Commissaire d'Etat.

Chapitre 2 :

**Statut du personnel,
rémunérations et avantages sociaux**

Article 14 : Le personnel du Service National des Routes de Desserte Agricole est régi par le Statut du Personnel de Carrière des Services Publics de l'Etat.

Article 15 : Le personnel du S.N.R.D.A. perçoit une rémunération fixée par le Commissaire d'Etat.

Article 16 : Il a droit à tous les avantages sociaux prévus par le Statut du personnel de carrière des services publics de l'Etat.

Chapitre 3 :

Gestion financière

Article 17 :

- 1) Le S.N.R.D.A. jouit de l'autonomie financière;
- 2) Les ressources financières du Service National des Routes de Desserte Agricole sont constituées des dotations prévues au budget de l'Etat, des taxes et redevances que l'Etat pourrait créer en sa faveur, ainsi

que des financements extérieurs que l'Etat obtiendrait pour son compte.

Article 18 :

- 1) L'exercice financier du Service National des Routes de Desserte Agricole commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre de la même année.
- 2) Exceptionnellement, le premier exercice financier commencera à la date à laquelle les fonds prévus pour son fonctionnement seront débloqués et s'achèvera au 31 décembre de l'année en cours.

Article 19 : Les comptes du Service National des Routes de Desserte Agricole seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Article 20 : A la fin de chaque mois de mai, le Service soumettra au Commissaire d'Etat le Projet de Budget de l'exercice suivant.

Article 21 :

- 1) Pour la gestion des fonds destinés à son fonctionnement, le Service National des Routes de Desserte Agricole ouvrira un compte en Banque tant au niveau de la Direction Nationale qu'au niveau des Coordinations Régionales.
- 2) Les chèques et ordres de paiement sont signés conjointement par le Directeur National et le Chef de Division des Finances et Budget et contresignés par le Commissaire d'Etat.
- 3) Le compte ouvert en Région, alimenté par le compte S.N.R.D.A./ Direction Nationale, sera géré par le Coordonnateur Régional et le Secrétaire Administratif et Financier de la Coordination Régionale.

Chapitre 4 :

Dispositions finales

Article 22 : Le Directeur National est habilité à prendre, en vue d'un

fonctionnement efficace du Service, des décisions et instructions de service pour compléter le présent Arrêté.

Article 23 : Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 7 mai 1987

D'zbo Kalogi.

DEPARTEMENT DES MINES ET ENERGIE

Arrêté départemental n. 006/DPT-MINER/87 du 12 janvier 1987 portant deuxième renouvellement de l'agrément au titre de comptoir d'achat de diamant de production artisanale accordé à la société Zaire-Moko B.P. 13.248 Kinshasa/I

Le Commissaire d'Etat aux Mines et Energie.

Vu la Constitution;

Vu l'Ordonnance-Loi n. 81-013 du 2 avril 1981 portant Législation Générale sur les Mines et les Hydrocarbures, telle que modifiée et complétée à ce jour par l'Ordonnance-Loi n. 82-039 du 5 novembre 1982;

Vu l'Ordonnance n. 67-416 du 23 septembre 1967 portant Règlement Minier;

Vu l'Ordonnance n. 86-264 du 31 octobre 1986 portant nomination des Membres du Conseil Exécutif;

Vu l'Arrêté départemental n. 012/CAB/FIN ET BUDGET/83 du 25 février 1983 portant régime fiscal applicable aux activités des comptoirs d'achat d'or et de diamant de production artisanale;

Attendu qu'à la date du 1 octobre 1986 la société ZAIRE MOKO a satisfait aux conditions de renouvellement d'agrément des personnes physiques ou morales au titre de comptoir d'achat de diamant de production artisanale;

Sur avis favorable du Service des Mines;